bouti, Dominique, Ethiopie, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Iles Salomon, Lesotho, Malawi, Maldives, Mali, Mozambique, Népal, Niger, Ouganda, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Somalie, Soudan, Suriname, Tchad, Vanuatu, Yémen, Yémen démocratique et Zimbabwe;

3. *Décide* que, aux fins de la présente résolution, l'expression "Etats Membres économiquement peu développés", à l'alinéa c du paragraphe 2 ci-dessus, s'appliquera à tous les Etats Membres, à l'exception des Etats suivants : Afrique du Sud, Allemagne, République fédérale d', Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Finlande, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, République démocratique allemande, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Suède, Tchécoslovaquie et les Etats Membres visés aux alinéas a et d du paragraphe 2 ci-dessus;

4. *Décide* que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955, il sera déduit des charges réparties entre les Etats Membres en application du paragraphe 2 ci-dessus leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts au titre du montant estimatif des recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour la phase initiale susmentionnée, soit 231 000 dollars;

5. *Demande* que des contributions volontaires soient versées à la Mission de vérification des Nations Unies en Angola, tant en espèces que sous forme de services et de fournitures pouvant être acceptés par le Secrétaire général, et qu'elles soient gérées, compte tenu des circonstances, selon la procédure établie à la section II de la résolution 43/230 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1988;

6. *Prie* le Secrétaire général de prendre toutes les mesures voulues pour que la Mission de vérification des Nations Unies en Angola soit gérée, avec le maximum d'efficacité et d'économie, compte tenu des observations formulées à cet égard dans le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁶;

7. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-quatrième session la question intitulée "Financement de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola".

87^e séance plénière
16 février 1989

43/232. Financement du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition

L'Assemblée générale,

Réaffirmant la responsabilité juridique directe qui incombe à l'Organisation des Nations Unies à l'égard de la Namibie jusqu'à l'indépendance, conformément à sa résolution 2145 (XXI) du 27 octobre 1966 et à ses résolutions ultérieures concernant la question de Namibie,

Ayant à l'esprit la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, en date du 29 septembre 1978, par laquelle le Conseil a créé le Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition, pour une durée pouvant aller jusqu'à douze mois, ainsi que les résolutions 629 (1989) et

632 (1989) du Conseil, en date des 16 janvier et 16 février 1989, respectivement,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur le financement du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition⁶ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁷,

Notant, comme il est indiqué au paragraphe 5 de la déclaration explicative du Secrétaire général, en date du 9 février 1989⁸, que le Conseil de sécurité a approuvée dans sa résolution 632 (1989), que le mandat de l'élément militaire du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition reste tel que le Conseil l'a approuvé par sa résolution 435 (1978),

Considérant que, d'après ce qui est dit aux paragraphes 11 et 14 du rapport du Secrétaire général⁶ ainsi que dans le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁷, en particulier aux paragraphes 6, 8, 9 et 42, et vu que, dans un premier temps, il ne serait déployé que 4 650 hommes de tous grades, le chiffre de 7 500 hommes, tous grades confondus, étant le maximum autorisé⁹, des ressources additionnelles pourraient être nécessaires pour appliquer la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité sous sa forme originale et définitive,

Reconnaissant que les dépenses relatives au Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition sont des dépenses de l'Organisation qu'il incombe aux Etats Membres de supporter, conformément au paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies,

Consciente qu'il est indispensable de fournir au Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition les ressources financières qui lui sont nécessaires pour s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en vertu des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité,

Priant instamment tous les Etats Membres de faire tout leur possible pour verser en totalité et sans retard leurs contributions au financement du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition, eu égard en particulier à l'importance des frais d'établissement du Groupe et à la nécessité de couvrir ces frais sans délai,

Reconnaissant la nécessité d'appliquer, pour le financement des dépenses du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition, une méthode différente de celle utilisée pour couvrir les dépenses inscrites au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies,

Tenant compte du fait que les pays économiquement développés sont en mesure de verser des contributions relativement plus importantes et que les pays économiquement peu développés ont une capacité relativement limitée de participer au financement d'une telle opération,

Ayant à l'esprit les responsabilités spéciales qui incombent aux Etats membres permanents du Conseil de sécurité, aux termes de la résolution 1874 (S-IV) de l'Assemblée générale, en date du 27 juin 1963, pour ce qui est du financement du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition,

⁶ A/43/997/Add.1.

⁷ A/43/997/Add.2.

⁸ Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-troisième année, Supplément de janvier, février et mars 1989, document S/20457.

⁹ S'il était nécessaire de déployer rapidement les bataillons tenus en réserve et les unités de soutien logistique correspondantes, soit au total 2 850 hommes, il en résulterait des dépenses non renouvelables d'un montant maximal de 82,2 millions de dollars dans l'hypothèse de leur déploiement dans un délai de sept jours et des dépenses renouvelables s'élevant à 7,5 millions de dollars par mois.

Notant avec gratitude que des contributions volontaires ont déjà été consenties pour le financement du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition.

1. *Souscrit* aux observations, recommandations et conclusions figurant dans le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;

2. *Décide* d'ouvrir un crédit d'un montant de 416 162 000 dollars des Etats-Unis, y compris le montant de 450 000 dollars autorisé par le Secrétaire général pour les dépenses préliminaires et le montant de 10 millions de dollars autorisé avec l'assentiment du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires aux termes de la résolution 42/227 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1987, pour les opérations du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition, pour la durée de son mandat, dont le début a été fixé au 1^{er} avril 1989 par le Conseil de sécurité, étant entendu que ce montant correspond en partie au déploiement de 4 650 hommes de tous grades, le chiffre de 7 500 hommes, tous grades confondus, étant le maximum autorisé, et prie le Secrétaire général d'ouvrir un compte spécial pour le Groupe;

3. *Décide*, à titre d'arrangement spécial, de répartir :

a) Un montant de 240 083 840 dollars, pour la période susmentionnée, entre les Etats membres permanents du Conseil de sécurité, selon les proportions fixées par le barème des quotes-parts pour les années 1989, 1990 et 1991;

b) Un montant de 165 091 465 dollars, pour la période susmentionnée, entre les Etats Membres économiquement développés qui ne sont pas membres permanents du Conseil de sécurité, selon les proportions fixées par le barème des quotes-parts pour les années 1989, 1990 et 1991;

c) Un montant de 10 786 919 dollars, pour la période susmentionnée, entre les Etats Membres économiquement peu développés, selon les proportions fixées par le barème des quotes-parts pour les années 1989, 1990 et 1991;

d) Un montant de 199 776 dollars, pour la période susmentionnée, entre les Etats Membres économiquement peu développés suivants, selon les proportions fixées par le barème des quotes-parts pour les années 1989, 1990 et 1991 : Afghanistan, Angola, Antigua-et-Barbuda, Bangladesh, Belize, Bénin, Bhoutan, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, Comores, Djibouti, Dominique, Ethiopie, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Iles Salomon, Lesotho, Malawi, Maldives, Mali, Mozambique, Népal, Niger, Ouganda, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Somalie, Soudan, Suriname, Tchad, Vanuatu, Yémen, Yémen démocratique et Zimbabwe;

4. *Décide* que, aux fins de la présente résolution, l'expression "Etats Membres économiquement peu développés" telle qu'elle est employée à l'alinéa c du paragraphe 3 ci-dessus s'applique à tous les Etats Membres, à l'exception des Etats suivants : Afrique du Sud, Allemagne, République fédérale d', Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Finlande, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, République démocratique allemande, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Suède, Tchécoslovaquie et les Etats Membres visés aux alinéas a et d du paragraphe 3 ci-dessus;

5. *Décide* que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955, il sera déduit des charges réparties entre les Etats Membres en application du paragraphe 3 ci-dessus leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts au titre du montant estimatif des recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour la période susmentionnée, soit 9 541 000 dollars;

6. *Demande* que des contributions volontaires* soient consenties pour le financement du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition, tant en espèces que sous forme de services et de fournitures pouvant être acceptés par le Secrétaire général, contributions qui seront gérées, compte tenu des circonstances, selon les modalités prévues à la section II de la résolution 43/230 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1988;

7. *Prie* le Secrétaire général de n'épargner aucun effort pour diversifier autant que possible les sources d'approvisionnement, tout en respectant les exigences du mandat et les critères d'économie et d'efficacité, compte tenu de ses résolutions et décisions pertinentes et de celles du Conseil de sécurité;

8. *Prie également* le Secrétaire général de prendre sans retard, comme il est indiqué au paragraphe 42 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, les dispositions nécessaires au financement du programme de rapatriement des réfugiés et des exilés qui doit être exécuté par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, compte tenu du fait que le programme de rapatriement fait partie intégrante des opérations du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition;

9. *Note* que les activités consécutives au programme de rapatriement, y compris l'assistance à la réinstallation des réfugiés et des exilés, devront être exécutées par des organismes des Nations Unies, dont, entre autres, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme alimentaire mondial et l'Organisation mondiale de la santé, et se poursuivront au-delà de l'expiration du mandat du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition;

10. *Prie* le Secrétaire général de prendre toutes les mesures nécessaires pour que le Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition soit géré avec le maximum d'efficacité et d'économie, compte tenu des observations formulées à cet égard dans le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;

11. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-quatrième session la question intitulée "Financement du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition";

12. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, lors de ses quarante-quatrième et quarante-cinquième sessions, des rapports détaillés sur l'exécution du budget du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition, comme le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires l'a recommandé au paragraphe 45 de son rapport.